

AHMED OUYAHIA RÉPOND AUX ATTAQUES ÉGYPTIENNES :

«Nous sommes nobles, valeureux et grands»

Le silence est d'or, enseigne la sagesse populaire. Le gouvernement algérien semble s'en être inspiré face au bellicisme aboyant des Egyptiens. «Cette attitude (le silence, ndlr) a été plus percutante que n'importe qu'elle autre réponse», a fait observer Ahmed Ouyahia, jeudi, lors de sa conférence de presse épilouquant les travaux de la 13^e tripartite.

Sofiane Aït Iflis-Alger (Le Soir) - Il a fallu que l'attitude algérienne face aux attaques égyptiennes, jugée par trop timorée et pusillanime par d'aucuns, soit expliquée. Et c'est au Premier ministre que cet exercice a dû finalement échoir. Ahmed Ouyahia n'a pas eu, en la circonstance, recours aux lénifiants mari-vaudages diplomatiques du style de ceux que Hadjar et Medelci ont eu, tour à tour, à commettre.

Le Premier ministre a asséné l'estocade avec force vocabulaire. «Ni les insultes, ni les attaques ne diminuent de la valeur et de la grandeur du peuple et de l'Etat algériens», a-t-il affirmé. Décodée, cette affirmation se veut de souligner que l'Algérie loge à des hauteurs que les insultes égyptiennes ne peuvent atteindre et se serait se rabaisser que d'y répondre.

L'attitude observée par l'Algérie tout le temps qu'ont duré les irruptions colériques des Egyptiens est dictée, a-t-il clamé, par «la grandeur et la valeur du peuple algérien ainsi que l'ingéniosité et la sagesse des autorités algériennes, à leur tête le président de la République». Une attitude qui, devait-il encore insister, n'était motivée par «aucun embarras ni autre calcul». Comme pour rappeler



Photo : Samir Sid

qu'un bonsaï ne peut faire de l'ombre à un peuplier, le Premier ministre évoque un standing de l'Algérie qui ne l'autorise pas à s'abaisser au ras de pâquerettes des jérémiades et lamentations égyptiennes. «L'Algérie a un statut à préserver, d'où son choix de ne pas répondre à des propos complètement déplacés et dénués de tout sens», a souligné Ouyahia, ajoutant que «cette attitude a été plus percutante que n'importe qu'elle autre réponse.» A l'hystérie égyptienne d'après-disqualification de la Coupe du monde de football, Ahmed Ouyahia oppose la noblesse de l'Algérie et de son peuple. «Le citoyen algérien ne doit jamais perdre de vue qu'il appartient à un grand peuple et un grand pays.

Et ce ne sont pas là des slogans creux», a-t-il rappelé. Aux Egyptiens qui ont vainement salivé à ternir la glorieuse guerre d'indépendance algérienne, Ahmed Ouyahia affranchit cette

remarque qui vaut et par sa justesse, sa pertinence que par son allusion : «Le un million et demi de martyrs de la Révolution ne constitue pas une découverte fortuite.» Plus clairement, le Premier ministre a, par cette formule, voulu signifier que notre histoire n'est pas construite autour de bilans de fouilles archéologiques mais est écrite en lettres de sang versé par de valeureux martyrs.

Et comme dans un «en veux-tu, en voilà», Ahmed Ouyahia a également choisi de rafraîchir la mémoire égyptienne ostensiblement défaillante, en rappelant que, non seulement nous nous sommes libérés du joug colonial grâce à notre immense bravoure mais que nous avons, par principe, aussi contribué aux luttes d'autres peuples.

L'implication militaire algérienne dans les guerres de 1967 et 1973 en sont des preuves vivantes. Le Premier ministre n'a pas, par ailleurs, laissé l'occasion sans répondre aux Egyptiens qui ont accusé les Algériens d'être des terroristes et l'Algérie d'un pays de violence. «Durant les années de terreur lorsque nous endurions les pires épreuves, nous n'avions trouvé personne à nos côtés», a affirmé Ouyahia. Quelle meilleure réponse à opposer aux Egyptiens que de leur rappeler leur lâcheté complice lorsque l'Algérie affrontait seule l'hydre terroriste.

Imperturbable devant les provocations égyptiennes, l'Etat algérien compte le demeurer même lorsque cela relève du différend économique. «Orascom ne pourra pas transférer ses dividendes tant qu'elle n'a pas payé ses impôts», a affirmé Ouyahia concernant le groupe Orascom Télécom redressé fiscalement par la Direction générale des impôts à hauteur avoisinant les 600 millions de dollars.

S. A. I.

LE SOLDAT SHALIT POUR SAUVER LE SOLDAT MOUBARAK

Bruxelles contient la houle égyptienne contre l'Algérie

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Devant les europarlementaires, le chef de la diplomatie égyptienne a voulu donner au Caire plus d'importance qu'il n'en a. Dans un préambule présenté à la commission «Proche-Orient» du Parlement européen, Ahmed Abou El Gheit a offert un drôle de package.

Il a parlé de Palestine, de façon nette, transparente, de Corne d'Afrique, de piraterie en Somalie, de «60%» d'énergie qui transite par le Moyen-Orient, d'Union pour la Méditerranée. Les eurodéputés ne l'ont questionné, dans leur majorité, que sur Israël, la Palestine, Ghaza. Beaucoup d'entre eux ont été plus directs, plus offensifs et plus francs que Abou El Gheit sur le dossier des colonisations israéliennes, de la tragédie des pauvres gens de Ghaza et de la fermeture — par l'Egypte — de son couloir gazaoui. Le relex égyptien a parlé dans la pure tradition moubara-

kienne. Il a offert ses services à l'UE pour des besognes pas du tout honorables, réduit les blocages de l'Union pour la Méditerranée à une affaire de secrétariat technique à mettre en place. A entendre Abou El Gheit, on avait l'impression qu'il suffisait de laisser Le Caire s'occuper de tout, de le payer — substantiellement — et tout rentrerait dans l'ordre. Pas dupes du tout, les Européens sont restés sceptiques. Même si la grenouille égyptienne voulait se faire aussi grosse qu'un boeuf.

Dans les coulisses, pourtant, d'intéressantes choses ont été abordées. Dès l'arrivée du ministre égyptien dans la capitale belgo-européenne, des gorges profondes ont parlé aux journalistes.

Il en ressort que Bruxelles n'a pas souhaité que Abou El Gheit s'adresse aux médias. Ni avant ni après son audition par les députés des 27. Ils n'ont pas accepté que le représentant de Mubarak sorte du cadre pour lequel il était à Bruxelles.

Pour la raison bien simple que l'UE ne veut pas de houle anti-algérienne à partir de son territoire. De peur de dérapages cairotés qui auraient des consé-

quences fâcheuses. La présence en Europe d'une forte immigration algérienne partout dans le Vieux-Continent (France, Allemagne, Italie, Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas, Espagne...) qui pourraient en cas de provocation égyptienne s'en prendre aux intérêts de ce pays en Euroland. C'est la première raison. L'autre est tout de même les relations entre Alger et Bruxelles.

N'en déplaise à nos «amis» égyptiens, Bruxelles ne veut pas sacrifier ses intérêts avec Alger pour les beaux yeux de Hosni Mubarak. Tard dans la soirée, j'ai appris que l'Egypte a décroché un «contrat» de la part de l'UE. Recevoir avec faste et cérémonie grandiose le soldat Shahit que le Hamas va échanger contre plusieurs prisonniers palestiniens. L'Egypte sera, encore une fois, le matelas sur lequel dort paisiblement Israël. Vendredi prochain, tirage au sort de la Coupe du monde 2010. «Oum-Eddounia» n'y sera pas. On ne peut pas manger à tous les râteliers. Ni, encore pis, «manger le râtelier» pour reprendre une expression chère à N. Boukrouh, ex-ministre algérien...

A. M.

RÉDA HAMIANI DE ANNABA :

«Les PME sont capables de renverser la tendance actuelle»

L'hôtel Sabri de Annaba a accueilli jeudi une rencontre régionale des chefs d'entreprise de la région Est du pays pour débattre de la situation de celles-ci, à la lumière des dernières mesures décidées par le gouvernement. Animée par le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), M. Réda Hamiani, cette rencontre économique a permis de passer en revue l'ensemble des préoccupations des membres de ce forum. Moteur de croissance et source de richesses et d'emplois, les PME-PMI font face aujourd'hui à de multiples problèmes qui freinent leur développement, estime-t-on.

Pour M. Hamiani, il y a ceux historiques, hérités, dont la perte de change des années 90 qui n'a jamais trouvé sa solution et qui a fortement déstabilisé les entreprises. Tout comme la phase qui l'a suivie et qui a vu une génération d'investisseurs ayant tout mis dans leurs affaires, mais, malheureusement, se sont trouvés confrontés à une ouverture libérale, brutale et anarchique, du marché aux multinationales et autres produits de pays asiatiques écoulés au marché parallèle florissant, au détriment de la production nationale. «Se faisant, les autorités n'ont pas mesuré le risque pour l'économie nationale. Aucune entreprise nationale ne peut faire face à cette situation», affirme la même source. Pour sortir de cette situation, le président du FCE préconise d'enrayer le marché parallèle et d'entreprendre sérieusement une mise à niveau des entreprises nationales. Il relèvera à ce sujet, que sur un total de 320 000 entreprises, 425 seulement ont bénéficié de cet accompagnement. Ce qui a généré la disparition de 8 000 à 10 000 PME par an. «Et on se demande pourquoi l'entreprise algérienne n'est pas performante et agressive», s'interroge-t-il. La promotion des PME, c'est œuvrer à développer les petites pour qu'elles deviennent moyennes et à rendre celles-ci plus grandes. Il évoquera, également, la question de l'innovation pour la pérennité des entreprises, mais aussi le rôle primordial des banques qu'il qualifiera de «levier essentiel dans le développement des PME». «Les banques doivent prendre le risque pour accompagner ces dernières», souligne l'intervenant, précisant, à propos des nouvelles règles instituées par le gouvernement, dont celui accordant aux nationaux 51% et aux étrangers 49%, que céder une partie du capital constitue une opportunité pour le développement économique. L'investissement étranger ne peut être qu'un complément.

L'essentiel doit être fait par les nationaux. «Seulement, nous avons des difficultés à trouver des investisseurs nationaux prêts à mettre des sommes importantes pour acquérir les 51% dans des affaires avec des étrangers. Pour des affaires nécessitant des millions d'euros, nos nationaux préfèrent se lancer en solo», fait-il remarquer. Revenant à la loi de finances complémentaire (LFC) 2009, il notera qu'avant celle-ci, l'économie nationale présentait des lacunes qui se sont traduites par des importations ayant quadruplé, en l'espace de quelques années, passant de 10 milliards à 40 milliards de dollars. C'est pour cela que le gouvernement a été contraint et forcé d'apporter les correctifs nécessaires. A cet effet, et à la place d'un investissement de rente étranger, il préconise un retour d'investisseurs étrangers encadré par l'Etat. Durant les précédentes années, les facilités accordées à l'investissement étranger n'ont eu ni un transfert de technologie, ni emplois et encore moins la promotion des exportations hors hydrocarbures, fait-il remarquer, tout en regrettant le fait que le forum qu'il préside n'ait pas été consulté auparavant. M. Hamiani, qui espère que le gouvernement tiendra ses promesses, avancera des propositions allant dans le sens d'un allègement, voire d'une suppression de certaines taxes grevant lourdement les finances des PME, comme il souhaitera que la machine bureaucratique soit moins contraignante pour le climat des affaires. Il affirmera, enfin, que le FCE est une force de propositions dont le souci est de sortir l'économie du pays de sa dépendance au pétrole. «Nous ne pouvons pas rester les éternels importateurs de biens fabriqués à l'étranger, transférant nos ressources financières et aggravant le chômage de nos jeunes», a mis en garde le président du FCE.

A. Bouacha